

F. 99 — 5

[C - 98/11400]

21 DECEMBRE 1998. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 20 juillet 1955 portant institution d'un Conseil national de la Coopération;

Vu la loi du 30 octobre 1998 relative à l'Euro, notamment l'article 8;

Vu le modèle de formulaire annexé à l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives, modifié par les arrêtés royaux des 26 janvier 1962, 29 juillet 1963, 15 janvier 1964, 25 mai 1964, 9 septembre 1981, 13 septembre 1983, 18 septembre 1985, 20 mars 1986, 24 septembre 1986, 28 juillet 1987, 13 octobre 1989, 16 décembre 1991, 4 octobre 1993, 25 février 1996 et 10 novembre 1996;

Vu l'arrêté royal du 16 décembre 1998 portant attribution au Ministre de l'Economie et au Ministre chargé de l'Energie du pouvoir d'adapter à l'euro des modèles de formulaires;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance que l'euro sera introduit le 1^{er} janvier 1999; que, dès que possible, les formulaires requis pour la bonne application des lois précitées, doivent être adaptés;

Considérant les délais requis pour l'impression et la diffusion desdits formulaires, ainsi que la nécessité d'informer en temps utile les personnes appelées à les remplir,

Arrête :

Article 1^{er}. L'annexe II de l'arrêté royal du 8 janvier 1962 fixant les conditions d'agrément des groupements nationaux de sociétés coopératives et des sociétés coopératives est remplacée par l'annexe au présent arrêté.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Bruxelles, le 21 décembre 1998.

E. DI RUPO

N. 99 — 5

[C - 98/11400]

21 DECEMBER 1998. — Ministerieel besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 20 juli 1955 houdende instelling van een Nationale Raad voor de Coöperatie;

Gelet op de wet van 30 oktober 1998 betreffende de Euro, inzonderheid op artikel 8;

Gelet op het model van het formulier gevoegd bij het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 26 januari 1962, 29 juli 1963, 15 januari 1964, 25 mei 1964, 9 september 1981, 13 september 1983, 18 september 1985, 20 maart 1986, 24 september 1986, 28 juli 1987, 13 oktober 1989, 16 december 1991, 4 oktober 1993, 25 februari 1996 en 10 november 1996;

Gelet op het koninklijk besluit van 16 december 1998 tot opdracht aan de Minister van Economie en aan de Minister belast met Energie van de bevoegdheid modellen van formulieren aan te passen aan de euro;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door de omstandigheid dat de euro wordt ingevoerd op 1 januari 1999; dat zo snel mogelijk de formulieren moeten worden aangepast die vereist zijn voor de goede toepassing van voormelde wetten;

Gelet op de termijnen vereist voor het drukken en het verspreiden van deze formulieren en de noodzaak om de personen die ze moeten invullen tijdig te informeren,

Besluit :

Artikel 1. De bijlage II van het koninklijk besluit van 8 januari 1962 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de nationale groeperingen van coöperatieve vennootschappen en van de coöperatieve vennootschappen wordt vervangen door de bijlage van dit besluit.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1999.

Brussel, 21 december 1998.

E. DI RUPO

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES

N° D'AGRÉATION :

--

REQUÊTE EN AGRÉATION

- à remplir par les SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES
- montants en francs ? (*) ou en euros ? (*) : (*) Cocher la case adéquate
- à adresser en un exemplaire au Ministère des Affaires économiques, Administration de la Politique commerciale, Organisation professionnelle, North Gate III Boulevard Emile Jacqmain 154 à 1000 Bruxelles, tél. : (02)206 49 83 fax : (02)206 57 53.
(A.R. du 8 janvier 1962 - M.B. du 19 janvier et err. du 2 février 1962)

1° Dénomination exacte (y compris abréviation éventuelle) :

Nom :	
Adresse siège social :	
Téléphone :	
Fax :	

2° Commission pour laquelle l'agrégation est sollicitée (article 3 de l'A.R. du 8 janvier 1962) :
(biffer les alinéas inutiles)

a)	Commission des coopératives de consommation : sociétés coopératives constituées par des consommateurs en vue de la vente des objets de consommation qu'elles achètent ou fabriquent, soit elles-mêmes, soit en s'unissant à d'autres sociétés coopératives.
b)	Commission des coopératives agricoles : sociétés coopératives dont la majorité des coopérateurs exerce la profession d'agriculteur ou d'horticulteur et dont l'objet principal est de satisfaire un ou plusieurs intérêts économiques en rapport avec l'agriculture, l'horticulture ou l'élevage.
c)	Commission des coopératives de production et de distribution : — de production : sociétés coopératives qui exercent par elles-mêmes ou à l'intervention de tiers, pour elles-mêmes ou pour les compte d'autrui, des activités de production, de transformation de produits, y compris la vente de ces produits; — de distribution : sociétés coopératives qui ont pour objet de fournir en totalité ou en partie, à leurs associés, les produits destinés à leur clientèle, à l'équipement ou à l'exercice de leur profession.
d)	Commission des coopératives de service : sociétés coopératives dont l'objet principal est de prêter des services, dans le sens économique du terme, à leurs associés et à des tiers.

3° Fondation :

Date de la fondation de la société :	Date publication aux annexes au <i>Moniteur belge</i> :

Modifications statutaires :

Date modifications statutaires éventuelles :	Date publication aux annexes au <i>Moniteur belge</i> :

Prière d'annexer un exemplaire des statuts à jour et copie de l'extrait à publier. Toutefois, les sociétés coopératives agréées ne doivent fournir en un exemplaire que les modifications statutaires éventuelles survenues depuis la dernière agrégation.

4° Affiliation à un ou plusieurs groupements nationaux ou régionaux ? Dans l'affirmative, prière d'indiquer la dénomination, l'adresse et la forme juridique de ce(s) groupement(s) :

Dénomination :	Adresse :	Forme juridique

5° Donner les articles des statuts prouvant que les conditions légales et réglementaires sont remplies :

CONDITIONS D'AGREATION :	ARTICLES :
Adhésion volontaire (art. 1 ^{er} , par. 1 ^{er} , a et art. 2, 1° de l'A.R. du 8.1.1962):	
Réglementation du droit de vote (art. 1 ^{er} , par.1 ^{er} , b et par. 2, 3° de l'A.R.) :	
Désignation des membres du conseil d'administration et des commissaires (art. 1 ^{er} , par. 1 ^{er} , c et par. 2; 4° de l'A.R.) :	
Fixation du taux d'intérêt (art. 1 ^{er} , par. 1 ^{er} , d et par. 2, 6°) :	
Attribution de la ristourne aux associés (art. 1 ^{er} , par. 1 ^{er} , e et par. 2, 5°) :	
Réglementation des conditions d'affiliation et d'exclusion (art. 1 ^{er} , par. 2,1°):	
Droits et obligations attachés aux parts du capital social (art. 1 ^{er} , par. 2°) :	
But de la société (art. 2, 2°) :	
Rémunération des administrateurs et commissaires (art.2, 3°) :	

Ajouter tout document prouvant que la société fonctionne effectivement en respectant les dites conditions : par ex règlement d'ordre intérieur, rapport d'activité, procès-verbal d'assemblée générale, bilan, comptes de résultats, etc...

6° Rapport succinct sur l'activité de la société :

--

7° Composition du conseil d'administration :

--

8° Montant actuel :

de la part (ou des parts) du capital social :	
du droit d'entrée :	

9° Montant du chiffre d'affaires des trois derniers exercices sociaux annuels :

- Dans les sociétés coopératives de consommation, agricoles, de production et de distribution, il faut entendre par là, le chiffre de vente.
- Dans les sociétés coopératives de service :
- institutions financières: somme des intérêts perçus et à percevoir,
- assurances: montant touché des primes d'assurances,
- autres: recettes pour prestations fournies.

PERIODE :	MONTANT :
Exercice du au	
Exercice du au	
Exercice du au	
TOTAL :	

10° Nombre des associés et nombre des parts du capital social détenus à la date des bilans des trois derniers exercices sociaux:

	Année....		Année....		Année....	
	Associés	Parts du capital social	Associés	Parts du capital social	Associés	Parts du capital social
— Particuliers :						
— Autorités publiques (état, province, commune) :						
— Sociétés coopératives :						
— Autres sociétés commerciales						
— Autres :						
TOTAL :						

S'il y a des parts de valeurs différentes, le présent tableau est à remplir pour chacune d'entre elles.

Les sociétés coopératives de consommation fournissent la liste des sociétés : personnes morales et délégués des associations de fait, avec le nombre de parts qu'ils détiennent, au cours des trois derniers exercices sociaux.

11° Pour les trois derniers exercices sociaux, sommes attribuées :

	Année....	Année....	Année....
a) aux associés au prorata des opérations traitées avec la société :			
b) à l'intérêt aux parts du capital social :			
c) à la rémunération des administrateurs et commissaires :			
d) à des oeuvres sociales en faveur du personnel et des associés :			
TOTAL :			

Fait à....., le.....19

(signature)

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel du 21 décembre 1998.

Le Ministre de l'Economie,
E. DI RUPO

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

ERKENNINGSNUMMER :

--

AANVRAAG TOT ERKENNING

- in te vullen door de COOPERATIEVE VENNOOTSCHAPPEN
- bedragen in frank ? (*) of in euro ? (*) : (*) Aankruisen in het overeenstemmende vakje
- één exemplaar te richten aan het Ministerie van Economische Zaken, Bestuur Handelsbeleid, Bedrijfsorganisatie, North Gate III Emile Jacqmainlaan 154 te 1000 Brussel, tel. : (02)206 49 83 fax : (02)206.57.53.
(K.B. van 8 januari 1962 - B.S. van 19 januari en err. van 2 februari 1962)

1° Nauwkeurige benaming (met afkorting) :

Naam :	
Adres maatschappelijke zetel :	
Telefoon :	
Fax :	

2° Commissie, waarvoor om erkenning wordt verzocht (artikel 3 van het KB van 8 januari 1962) :
(de overbodige alinea's doorhalen)

a) Commissie van de verbruikcoöperaties : de coöperaties die opgericht werden door de verbruikers en die tot doel hebben verbruiksvoorwerpen te verkopen die zij zelf of in samenwerking met andere coöperatieve vennootschappen kopen of vervaardigen.
b) Commissie van de landbouwcoöperaties : de coöperaties waarin de meerderheid van de leden het beroep van landbouwer of tuinder uitoefent en die tot hoofddoel hebben één of meer economische belangen, in verband met landbouw, tuinbouw of veeteelt te behartigen.
c) Commissie van de productie- en distributiegoöperaties : — productiegoöperaties: de coöperaties die zelf of door tussenkomst van derden, voor zichzelf of voor rekening van anderen, produceren of producten verwerken, de verkoop ervan inbegrepen; — distributiegoöperaties: de coöperaties die tot doel hebben het geheel of gedeeltelijk leveren aan hun vennoten van producten, bestemd voor de wederverkoop aan hun cliënteel, voor de uitrusting of de uitoefening van hun beroep.
d) Commissie van de dienstcoöperaties : de coöperaties waarvan het doel in hoofdzaak gericht is op het verlenen van dienstprestaties, in de economische zin van het woord, ten voordele van hun vennoten en derden.

3° Stichting :

Stichtingsdatum van de vennootschap :	Publicatiedatum in de bijlagen tot het <i>Belgisch staatsblad</i>

Statutenwijzigingen :

Datum eventuele wijzigingen van de statuten	Publicatiedatum in de bijlagen tot het <i>Belgisch staatsblad</i>

Gelieve hier bij te voegen één exemplaar van de aangepaste statuten en een kopie van het gepubliceerde uittreksel. De erkende coöperatieve vennootschappen moeten alleen maar één exemplaar opsturen van de statutenwijzigingen sinds de laatste erkenning.

4° Aangesloten bij één of meer nationale of gewestelijke groeperingen? Zo ja, gelieve naam, adres en rechtskundige vorm op te geven :

Naam :	Adres :	Rechtsk. vorm

5° De artikelen van de statuten vermelden, waaruit blijkt dat de wettelijke en reglementaire voorwaarden vervuld zijn :

ERKENNINGSVOORWAARDEN :	ARTIKELEN :
Vrijwillige toetreding (art. 1, § 1, a en art. 2, 1° van het KB van 8.1.1962) :	
Regeling van het stemrecht (art. 1, § 1, b en § 2, 3° van het KB) :	
Aanwijzing van de leden van de raad van bestuur en van de commissarissen (art. 1, § 1, c en § 2, 4° van het KB) :	
Vaststelling van de rentevoet (art. 1, § 1, d en § 2, 6° van het KB) :	
Toekenning van het ristorno aan de vennoten (art. 1, § 1, e en § 2, 5°) :	
Regeling van de voorwaarden van toetreding en uitsluiting (art. 1, § 2, 1°) :	
Rechten en verplichtingen verbonden aan de aandelen in het vennootschapskapitaal (art.1, § 2, 2°) :	
Doel van de vennootschap (art. 2, 2°) :	
Beloning van beheerders en commissarissen (art.2, 3°) :	

Alle documenten bijvoegen waaruit blijkt dat de vennootschap op een zodanige wijze werkt dat deze voorwaarden vervuld zijn : bijv. huishoudelijk reglement, verslag over de werkzaamheden, proces-verbaal van de algemene vergadering, balans, resultatenrekeningen, enz....

6° Beknopt verslag over de werkzaamheden van de vennootschap :

--

7° Samenstelling van de raad van bestuur :

--

8° Huidig bedrag :

Van het of de aandelen in het vennootschapskapitaal	
Van het toetredingsrecht :	

9° Bedrag van de omzet van de laatste drie boekjaren :

- Wat betreft de verbruiks-, landbouw-, productie- en distributiecoöperaties moet hieronder verstaan worden, het cijfer van de verkoop;
- Wat betreft de dienstcoöperaties moet hieronder verstaan worden :
- in financiële instellingen : de som van de ontvangen en te vorderen interesten,
- in verzekeringsinstellingen : het bedrag ontvangen aan verzekeringspremies,
- in alle andere gevallen : de ontvangsten voor geleverde prestaties.

PERIODE :		BEDRAG :
Boekjaar van	tot	
Boekjaar van	tot	
Boekjaar van	tot	
TOTAAL :		

10° Aantal vennoten en aantal aandelen in het vennootschapskapitaal die zij bezitten op datum van de balans van de laatste drie boekjaren :

	Jaar....		Jaar....		Jaar....	
	Vennoten	Aandelen in het vennootschapskapitaal	Vennoten	Aandelen in het vennootschapskapitaal	Vennoten	Aandelen in het vennootschapskapitaal
	Jaar....		Jaar....		Jaar....	
— Particulieren :						
— Overheidslichamen (staat, provincie, gemeenten) :						
— Coöperatieve vennootschappen :						
— Andere handelsvennootschappen :						
— Andere :						
TOTAAL :						

Indien er aandelen van verschillende waarde zijn, moet deze tabel voor elke waardecategorie afzonderlijk ingevuld worden. De verbruikscoöperaties worden verzocht de lijst mede te delen van de vennoten: rechtspersonen en afgevaardigden van feitelijke verenigingen, met het aantal aandelen dat zij bezitten, tijdens de laatste drie boekjaren.

11° Voor de laatste drie boekjaren, bedragen toegekend :

	Jaar....	Jaar....	Jaar....
a) aan de vennoten naar rato van de met de vennootschap gedane verrichtingen :			
b) aan de rente op aandelen in het vennootschapskapitaal			
c) aan de beloning van beheerders en commissarissen :			
d) aan de sociale werken ten voordele van het personeel en de vennoten :			
TOTAAL :			

Opgemaakt te....., op.....19

(handtekening)

Gezien om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 21 december 1998.

De Minister van Economie,
E. DI RUPO